

Obama tente de marginaliser les irréductibles anti-Syriens

par *Thierry Meyssan*

Après de longues hésitations, l'administration Obama a adopté sa nouvelle Doctrine de Défense. Pour le Levant, il n'est plus question de « remodeler le Moyen-Orient élargi », ni de renverser le président Bachar el-Assad, mais uniquement de « réduire » l'Émirat islamique. La Maison-Blanche espère remettre sa machine militaire en ordre et en marche. Pour ce faire, le président Obama tente d'obtenir le soutien du Congrès.

RÉSEAU VOLTAIRE INTERNATIONAL | DAMAS (SYRIE) | 16 FÉVRIER 2015

ESPAÑOL ENGLISH PORTUGUÊS فارسی ITALIANO DEUTSCH РУССКИЙ



En demandant au Congrès de voter une « Autorisation pour l'emploi de la force armée » (*Authorization for Use of Military Force – AUMF*), le président Obama a décidé, enfin, de clarifier la politique des États-Unis au Levant.

Selon sa proposition de loi, le Pentagone serait autorisé à poursuivre Daesh sans limitation dans l'espace (c'est-à-dire à la fois en Irak et en Syrie, puis n'importe où), en utilisant des hommes au sol pour le renseignement et le soutien aux frappes

aériennes, mais pas pour le combat terrestre, enfin pour une durée de 3 ans renouvelables [1] ; une définition de mission correspondant en tous points aux exigences du chef d'état-major interarmes, le général Martin Dempsey [2].

Au cours des dernières années, seules 2 « autorisations pour l'emploi de la force armée » ont été votées. La première, le 14 septembre 2001, autorisait à attaquer les nations, organisations ou personnes liées aux attentats du 11-Septembre, tout autant que celles liées à d'autres groupes terroristes quels qu'ils soient, sans limitation de temps [3].

La seconde, le 2 octobre 2002, autorisait l'invasion de l'Irak [4]. Elle était inutile, vu que Washington accusait Saddam Hussein de soutenir al-Qaïda depuis de longues années, y compris pour l'organisation d'attentats en France, en Grande-Bretagne, en Espagne, en Italie, en Allemagne et en Russie (sic) [5]. Mais elle s'avéra nécessaire lorsque cette accusation grotesque fut abandonnée et que le général Powell présenta, en nom personnel, ses piteuses excuses [6].

Treize ans plus tard, la proposition Obama ne vise pas à légaliser l'opération de la Coalition internationale anti-Daesh, car le texte de 2001 est amplement suffisant, mais en réalité à priver de toute légalité les opérations contre la République arabe syrienne. C'est exactement ce que le secrétaire à la Défense Chuck Hagel avait réclamé par écrit, fin octobre [7], et qui lui valut d'être limogé sur pression du Likoud israélien et des néo-conservateurs états-uniens [8].

Le rapport de forces a donc évolué en faveur de la Maison-Blanche. Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu est en difficulté pendant sa campagne électorale. Sa venue au Congrès a été remise à plus tard, malgré l'invitation qu'il s'était fait envoyer par le président de la Chambre des représentants. Aussi les néo-conservateurs états-uniens feront tout pour retarder le vote de la proposition de loi dans l'espoir d'une réélection de leur champion à Tel-Aviv.

D'ores et déjà, à Washington, le sénateur John McCain, président de la commission des Forces armées, bat le tambour pour faire

échouer la proposition Obama. Tout en affirmant vouloir détruire Daesh, l'homme qui niait nos révélations selon lesquelles il a rencontré le « calife » Ibrahim al-Baghdadi, en mai 2013 [9], a finalement admis, le 16 septembre 2014 sur *Fox News*, être en contact permanent avec l'état-major de « l'Émirat islamique » [10]. S'appuyant sur son expérience vietnamienne, il expliquait que les États-Unis devaient s'allier au diable pour renverser la République arabe syrienne ; un objectif désormais inutile et dangereux pour Washington, mais toujours indispensable pour le projet likoudnik d'un État sioniste s'étendant du Nil à l'Euphrate.

Le vote de la proposition Obama devrait demander des semaines, voire des mois. Si elle est adoptée, elle mettra à la fois un terme définitif à l'engagement états-unien contre le peuple syrien et au projet de « remodelage du Moyen-Orient élargi », donc à la création d'un « Kurdistan » pro-israélien et d'un « Sunnistan » terroriste, à cheval sur la Syrie et l'Irak [11].

La logique d'Obama semble acquise par Ban Ki-moon. Son envoyé spécial pour la Syrie, Staffan de Mistura, devrait rendre un rapport affirmant que l'on ne peut pas combattre efficacement Daesh, ni mettre fin au conflit syrien sans l'aide du président Bachar el-Assad.

Thierry Meyssan

[1] "Joint resolution to authorize the limited use of the United States Armed Forces against the Islamic State of Iraq and the Levant (Proposal)", by Barack Obama, *Voltaire Network*, 11 February 2015.

[2] "Martin Dempsey's big win", Philip Ewing & Jeremy Herb, *Politico*, February 12, 2015.

[3] "Joint Resolution to authorize the use of United States Armed Forces against those responsible for the recent attacks launched against the United States", *Voltaire Network*, 14 September 2001.

[4] "Joint Resolution to authorize the use of United States Armed Forces against Iraq", *Voltaire Network*, 16 October 2002.

[5] « Discours de M. Powell au Conseil de sécurité de l'ONU – Partie 6/7 », par Colin L. Powell, *Réseau Voltaire*, 11 février 2003.

[6] « Colin Powell regrette ses accusations contre l'Irak », par Ossama Lotfy, *Réseau Voltaire*, 12 septembre 2005.

[7] « Contre qui le Pentagone se bat-il en Syrie ? », *Réseau Voltaire*, 1er novembre 2014.

[8] « Obama a-t-il encore une politique militaire ? », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 1er décembre 2014.

[9] « John McCain, le chef d'orchestre du « printemps arabe », et le Calife », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 18 août 2014.

[10] « [John McCain a admis être en contact permanent avec l'Émirat islamique](#) », *Réseau Voltaire*, 19 novembre 2014.

[11] « [La Coalition divisée sur ses objectifs](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 10 novembre 2014.

Source : « [Obama tente de marginaliser les irréductibles anti-Syriens](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 16 février 2015, www.voltairenet.org/article186731.html